

NATIONS UNIES

CONSEIL DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/6975
25 novembre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LA SITUATION DANS LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

1. Les renseignements ci-après concernant l'évolution récente de la situation dans la République Dominicaine ont été communiqués par les services de mon représentant dans le pays, M. José Antonio Mayobre.
2. Depuis trois semaines, la ville de Saint-Domingue revient progressivement à la normale. Les banques commerciales ont rouvert leurs guichets et l'activité économique générale va s'intensifiant. Les postes de radiodiffusion commerciaux ont repris leurs émissions régulières et la presse locale paraît à nouveau. Le couvre-feu imposé à la ville a été rapporté. Le gros de la Force interaméricaine de paix, avec ses chars et une grande partie de ses armes lourdes, a été retiré de la ville, où ne restent plus que 600 soldats environ. La police nationale assume progressivement la responsabilité du maintien de l'ordre public dans la ville. Entre-temps, on s'achemine lentement mais sûrement vers la réintégration des forces "constitutionnalistes" dans les rangs des forces armées dominicaines. Les conditions matérielles se sont améliorées au "Camp du 27 février" où sont cantonnées les anciennes troupes constitutionnalistes. En ce qui concerne le désarmement des civils et la récupération des armes, le gouvernement provisoire du président Hector Garcia Godoy a mis en train un plan consistant à verser des primes substantielles aux civils qui rendent leurs armes. Ce plan semble avoir fait quelques progrès.
3. Le gouvernement provisoire poursuit ses efforts pour surmonter les difficultés que pose la restauration de la légalité, tâche que compliquent les différends qui ont surgi entre les autorités civiles et les forces armées et la police de la République, encore que cette situation semble s'être un peu améliorée ces derniers temps. Le gouvernement provisoire poursuit ses efforts pour sauvegarder les droits de l'homme et rétablir la confiance générale.
4. L'amélioration générale de la situation a été perturbée récemment par des rumeurs et des informations sur l'imminence d'un coup d'état fomenté par des

éléments d'extrême droite. Aux environs de la mi-novembre, la situation politique était une source de préoccupation générale pour les dirigeants des principaux partis politiques et autres personnalités de premier plan. Le 12 novembre, les représentants de plusieurs partis politiques, dont le Partido Reformista et le Partido Revolucionario Dominicano, ont publié une déclaration par laquelle ils s'engageaient à ne pas se livrer pendant une période de quatre mois à des activités politiques de nature à provoquer des désordres et, d'une manière générale, à favoriser le renforcement de la paix et le retour au calme dans le pays, en vue des élections générales prévues par l'Acte institutionnel. Le 20 novembre, le président Godoy a affirmé dans une déclaration à la presse que certains "éléments politiques discrédités" conspiraient contre son gouvernement.

5. Le 21 novembre, la situation est devenue très tendue et le bruit a couru qu'un coup d'état était imminent et devait être déclenché simultanément dans plusieurs villes. Dans une déclaration à la presse faite à Saint-Domingue le même jour, l'ambassadeur Ellsworth Bunker, membre de la Commission spéciale de l'OEA, a affirmé que le gouvernement provisoire avait l'appui total de l'OEA et qu'un coup d'Etat destiné à le renverser constituerait un affront à l'OEA et aux pays qui en sont membres. Au cours de l'après-midi, des contingents de la Force interaméricaine de paix sont arrivés à Barahona et à Santiago et se sont déployés à proximité des aéroports et d'autres points stratégiques.

6. Pendant la nuit du 21 au 22 novembre, un coup d'état a été tenté à Santiago. Il a été rapidement réprimé par la police et par des éléments des forces armées dominicaines. La station de radiodiffusion "Tamboril", près de Santiago, a été occupée à l'aube par des éléments armés, qui se sont mis à diffuser une proclamation révolutionnaire au nom d'un "nouveau gouvernement" présidé par M. Alcibiades Espinoza, ancien ministre de la santé dans le gouvernement qui a été renversé le 24 avril 1965 et membre important de l'Unión Cívica Nacional. D'autres groupes armés ont été observés aux environs de Santiago, ainsi qu'à Barahona, Higüey et Jarabacoa. Cependant, il n'y a pas eu d'engagement armé et la police et les forces armées ont pris très rapidement le contrôle de la situation. Une quarantaine de personnes, dont M. Espinoza, ont été arrêtées; la plupart d'entre elles appartenaient aux deux partis d'extrême droite, l'Unión Cívica Nacional et la Vanguardia Revolucionaria Dominicana. Les services de mon représentant ont été

officiellement informés que les enquêtes n'étaient pas terminées et que plusieurs autres personnes seraient sans doute arrêtées.

7. On m'informe que pendant ces événements, la ville de Saint-Domingue et l'intérieur du pays sont restés calmes.

